



**IX^e Conférence trinationale pour
la défense de l'éducation publique
UQÀM, 7 au 9 mai 2010**

**Faire de l'éducation une
priorité nationale**

**Allocution de Réjean Parent, président de la
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)**

Bonsoir à toutes et à tous,

Au nom de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), permettez-moi en premier lieu de vous souhaiter la plus chaleureuse des bienvenues au Québec. Fait à souligner, à l'occasion de sa IX^e édition, c'est la première fois que la Conférence trinationale se déroule en terre francophone. Tout au long du week-end, j'espère que nos débats contribueront à relancer l'espoir de celles et de ceux, nombreux dans nos pays, qui croient en l'importance d'une éducation publique de qualité pour toutes et pour tous.

Il sera intéressant de partager nos expériences, de confronter nos vues, d'affiner nos solutions devant les nombreux défis auxquels sont confrontés nos systèmes éducatifs à l'échelle du continent. Évidemment, le Mexique, les États-Unis, le Canada et le Québec affichent des réalités éducatives fort différentes. Il faudrait toutefois être myope pour ne pas voir que les directives concoctées à l'OCDE influencent fortement nos décideurs et se traduisent finalement par des politiques éducatives similaires dans nos pays respectifs. Il est donc important que nous nous serrions les coudes.

C'est d'autant plus nécessaire que dans la foulée de la crise économique, les services publics se retrouvent encore dans la mire des gouvernements. Or, ce sont ces mêmes gouvernements qui viennent à la rescousse des banquiers et des financiers à coup de milliards de dollars ! L'argent est rare ? Ça dépend pour qui et pourquoi !

Au Québec, la période actuelle est particulièrement cruciale puisque nous sommes engagés dans une négociation collective avec un gouvernement qui s'est jusqu'à présent montré intraitable. Heureusement, le plus grand front commun de notre histoire, réunissant la quasi-totalité des travailleuses et des travailleurs du secteur public, s'est constitué et mène une vigoureuse bataille. Il faut souhaiter que cette mobilisation ramène à la raison ce gouvernement inflexible. Cette lutte, nous la menons bien sûr pour nos membres, pour nos enfants et pour la collectivité québécoise en entier. Il faut toutefois rappeler avec quelle détermination nos prédécesseurs ont dû bagarrer pour édifier ces infrastructures publiques aujourd'hui menacées.

Le « miracle » de l'éducation publique

En 1964, le Québec franchissait une étape importante avec la création du ministère de l'Éducation. À l'époque, le Québec était l'enfant pauvre du Canada en matière d'éducation. L'instruction était un privilège réservé à une petite portion d'enfants provenant de la classe la mieux nantie.

Tout allait changer avec l'avènement de la Révolution tranquille, cette période des années 1960 qui a permis au Québec d'effectuer un rattrapage accéléré sur le plan socioéconomique. La création d'un système d'éducation public, gratuit,

accessible et obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, la création des collèges d'enseignement professionnel et technique et l'ouverture du réseau des universités du Québec sont les principaux outils qui nous ont permis d'entrer dans la modernité. L'éducation devenait une priorité nationale et le gouvernement était déterminé à payer le prix nécessaire. Des milliers de personnes ont été embauchées dans le milieu de l'éducation. Quelques années plus tard, l'éducation publique portait ses fruits. Le niveau de vie de la population québécoise s'améliorait au même rythme que les nouveaux diplômés se multipliaient. On disait alors : « Qui s'instruit s'enrichit ! »

Une éducation à nouveau fragilisée

Quatre décennies se sont écoulées depuis ce temps et le Québec semble avoir oublié les valeurs qui ont permis au réseau de l'éducation de se déployer. Plus personne ne parle d'égalité des chances et le gouvernement du Québec ne tente plus de combler le retard historique avec les autres provinces canadiennes. Résultat : nous dépensons actuellement beaucoup moins pour l'éducation que la moyenne canadienne et les conditions de vie des familles sont redevenues le meilleur déterminant de la réussite éducative ou de l'échec scolaire des enfants.

Cinq propositions pour assurer une éducation de qualité

En 2007 et 2008, la CSQ a mené une vaste consultation auprès du personnel de l'éducation, dans l'ensemble du Québec, afin de faire le point sur la situation de l'éducation québécoise. Près de 15 000 personnes se sont prononcées sur les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour assurer une éducation de qualité pour toutes et tous. Les résultats de cette vaste consultation ont été réunis, en 2009, dans cinq propositions que je vous présente brièvement.

– Premièrement

Au fil des ans, la situation de l'éducation au Québec n'a cessé de se dégrader. Il suffit de voir l'état déplorable de certains bâtiments pour s'en rendre compte. Mais il y a plus grave. Le nombre de jeunes qui décrochent demeure trop élevé.

Chaque année, un élève sur quatre abandonne ses études secondaires. À l'éducation des adultes, 40 % des personnes inscrites décrochent en l'absence de soutien convenable. À la formation professionnelle, un élève sur trois abandonne avant d'obtenir son diplôme. Au collégial, près d'un étudiant sur quatre abandonne ses études, alors que c'est un sur cinq à l'université.

Ces échecs individuels reflètent un problème social inquiétant : celui d'une société qui accepte d'abandonner à leur sort un grand nombre de jeunes et d'adultes dont le seul tort est de ne pas apprendre aussi rapidement et aisément que les autres.

Nous ne pouvons pas continuer à fermer les yeux sur ces drames. Nous devons payer tôt ou tard un important coût social si nous continuons de tolérer qu'un si grand nombre de personnes ne parviennent pas à obtenir un premier diplôme. Il n'y a aucune raison pour qu'ils n'y arrivent pas si nous nous donnons les moyens, comme société, de les accompagner sur le chemin de la réussite.

Le Québec a démontré, par le passé, qu'il peut faire d'importants progrès en matière d'éducation lorsqu'il en fait une priorité nationale. Et il doit commencer en investissant dans les services à la petite enfance. Des jeunes et des adultes mieux instruits deviendront des citoyennes et des citoyens plus épanouis, plus responsables et en meilleure situation pour contribuer à l'essor et au développement de notre société. Nous avons toutes et tous à y gagner.

– Deuxièmement

Une maladie ronge le système d'éducation québécois depuis quelques années. Cette maladie s'appelle la concurrence. Elle pousse les établissements dans une course folle les uns contre les autres pour finir parmi les meilleurs. Et pour y arriver, tous les coups sont permis, même abandonner de nombreux jeunes et adultes en cours de route. Certaines écoles n'ont plus qu'un seul souci : finir dans les premiers rangs des palmarès, quitte à renier leur propre mission qui est d'instruire, de socialiser et de qualifier. En fait, celles-ci veulent bien instruire..., mais seulement les plus doués. Cette concurrence malsaine, enclenchée initialement dans l'enseignement privé, s'est malheureusement étendue dans les écoles publiques qui sélectionnent des élèves pour des projets particuliers. L'égalité des chances est un objectif de moins en moins partagé. C'est plutôt la réussite des plus performants qui préoccupe. C'est devenu le monde à l'envers. On encourage ceux qui ont tout pour réussir alors qu'on néglige ceux qui en ont le plus besoin. Les établissements d'enseignement supérieur sont aussi engagés dans cette course aux « clientèles » et aux subventions. Le sous-financement des institutions d'enseignement est un phénomène généralisé, du préscolaire à l'université.

Cette concurrence insensée nuit clairement aux intérêts de l'ensemble de nos jeunes et de nos adultes. Ils ne sont pas une marchandise que l'on s'arrache à des fins budgétaires. Il est urgent d'y mettre fin. Le gouvernement du Québec doit investir les sommes nécessaires pour donner à toutes et à tous des chances égales de réussir leurs études, une première étape essentielle pour réussir sa vie. Il est nécessaire de favoriser des projets accessibles à tous. Il faut également favoriser la constitution d'un véritable réseau de l'éducation qui serait fondé sur la coopération plutôt que sur la concurrence entre les établissements.

– Troisièmement

L'obtention pour l'ensemble des élèves d'une formation de base de qualité, sanctionnée par un diplôme, doit représenter le grand objectif commun de notre système d'éducation. Malgré tous les efforts consentis, on dénombre toujours un jeune sur quatre qui ne parvient pas à obtenir un premier diplôme. Or, on sait que la pauvreté constitue le frein le plus important à la réussite. De plus, le personnel de l'éducation n'a pas les moyens et les ressources nécessaires pour faire face à des besoins de plus en plus criants.

Faut-il pour autant renoncer à atteindre cet idéal ? Certainement pas. Les conséquences, pour ces jeunes qui échouent, sont trop graves. Ils les subiront d'ailleurs toute leur vie. De même, en raison de contraintes financières ou en l'absence de formation dans leur région, bon nombre de jeunes et d'adultes n'ont pas accès aux études supérieures. Il faut donc prendre les moyens nécessaires pour créer des conditions qui aideront nos jeunes à mieux apprendre et qui augmenteront leurs chances de réussir.

Comment cela peut-il se faire ? Si l'on veut voir les jeunes réussir en plus grand nombre, il faut mettre fin aux classes surpeuplées, combler le manque de services professionnels et de soutien et cesser l'intégration massive des élèves en difficulté dans les classes ordinaires sans les ressources nécessaires. Ce sont des conditions essentielles pour améliorer notre système d'éducation public.

– Quatrièmement

La dégradation constante des conditions de travail du personnel de l'éducation, au cours des dernières années, a eu des impacts directs sur la qualité de l'éducation.

Ce n'est pas le fruit du hasard s'il devient de plus en plus difficile de pourvoir divers postes, tant chez le personnel professionnel, de soutien que chez les enseignantes et les enseignants. Le milieu de l'éducation n'apparaît plus aussi attrayant que par le passé pour entreprendre une carrière. En fait, il est même devenu difficile de retenir ceux qui y travaillent déjà.

Pas besoin de chercher midi à quatorze heures pour trouver une explication. La multiplication des emplois précaires, la surcharge de travail, le nombre d'établissements à desservir, une organisation du travail déficiente, des salaires de moins en moins compétitifs sont autant de facteurs expliquant que la relève se fait attendre en éducation pendant que le personnel expérimenté rêve de partir à la retraite plus tôt que prévu.

Peut-on continuer d'offrir une éducation de qualité en même temps qu'on laisse se détériorer les conditions de travail de celles et de ceux qui sont au coeur de ce système d'éducation ? C'est un non-sens. Il est évident que l'amélioration de

notre système d'éducation public passe directement par une amélioration des conditions de travail du personnel.

– **Finalement**

Des enquêtes sérieuses démontrent que les personnes travaillant dans le réseau de l'éducation ont l'impression que leur travail est souvent sous-estimé et méconnu. Ce manque de valorisation et de reconnaissance en a conduit plusieurs jusqu'à l'épuisement professionnel.

On observe également que les critiques de plus en plus nombreuses à l'égard de l'éducation publique affectent grandement les artisans de notre système éducatif. Les membres du personnel de l'éducation ont à coeur leur travail auprès des jeunes et des adultes. Chaque jour, ils multiplient leurs efforts pour assurer la réussite du plus grand nombre. Leurs efforts sont d'autant plus louables qu'ils travaillent en étant bien conscients du manque de moyens et de ressources.

Il va donc de soi que la revalorisation de l'éducation publique doit aller de pair avec une revalorisation du travail des enseignantes et des enseignants, des membres du personnel professionnel et du personnel de soutien.

En somme, vous aurez compris que derrière ces propositions, il y a le sentiment profond que l'éducation au Québec deviendra meilleure quand l'ensemble des acteurs sociaux décidera d'en faire une priorité nationale. Elle pourra alors redevenir un puissant levier pour toutes celles et ceux qui aspirent à un avenir meilleur.

C'est donc à nous d'agir ! Ensemble, redonnons à l'éducation le pouvoir de changer notre monde. Faisons de l'éducation une priorité nationale et pourquoi pas continentale !